

APN : LA LOI SUR LA REPRÉSENTATION FÉMININE ADOPTÉE

Les femmes ont eu ce qu'elles voulaient

Les femmes voulaient leur 30%, elles en ont obtenu plus ! Jeudi dernier, l'Assemblée populaire nationale a adopté la nouvelle loi portant modalités de la représentativité féminine au sein des assemblées élues, après des semaines de manœuvres politiques visant à faire avorter ce projet.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Cette loi, faisant partie des textes proposés par Bouteflika en guise de réformes politiques, avait fait l'objet, en effet, d'une très forte opposition, au lendemain de son adoption en Conseil des ministres par les conservateurs menés par le FLN de Abdelaziz Belkhadem. Le quota, à hauteur de 30%, réservés aux femmes sur les listes électorales et au sein des assemblées élues, étant jugé, par ses détracteurs, excessif et exagéré dans une société conservatrice comme l'est la société algérienne. D'ailleurs, la commission juridique de l'APN avait, dans un premier temps, amendé les articles 2 et 3 de ladite loi et réduit à seulement 20% le quota des femmes dans les assemblées élues, nationales comme locales.

Intervenant en plénière de l'Assemblée, à la suite des débats sur cette même loi, le ministre de la Justice, Tayeb Belaïz, avait surpris tout le monde par la fermeté affichée à l'encontre des députés affirmant clairement que le gouvernement ne reculera pas et qu'il tient au quota à hauteur de 30%.

C'est que, comme c'était d'ailleurs le cas de la loi portant code électoral, Bouteflika était intervenu. Il donna instruction ferme, par l'intermédiaire de Ahmed Ouyahia et de Abdelkader Bensalah, pour faire céder les récalcitrants, Belkhadem particulièrement. Et comme annoncé dans nos précédentes éditions, la commission juridique avait été convoquée à se réunir pour revenir sur son précédent amendement. Ainsi, samedi dernier, une pre-



mière réunion avait retenu le principe de revenir au quota de 30%. La commission finalisera ses travaux, le lendemain dimanche en retenant un amendement proposé par la députée FLN d'Alger, Farida Illimi et consistant en la représentativité féminine graduelle, en fonction de la taille de la

wilaya ou de la circonscription électorale en question. Ainsi, pour les législatives, un taux de 20% est réservé aux femmes dans les wilayas qui disposent de moins de quatre sièges à l'Assemblée. Les wilayas qui disposent de 5 à 14 sièges verront le taux réservé aux femmes fixé à

30%. Pour les wilayas dont le nombre de sièges à l'APN se situe entre 14 et 31 sièges, ce taux est porté à 35%, tandis que dans les wilayas dont le nombre de sièges est de 32 ou plus, le taux devant être réservé aux femmes est de 40%. Enfin, et s'agissant de la représen-

tation de la communauté algérienne à l'étranger, ce sera carrément la parité. Seule concession faite par le gouvernement, le classement par genre n'est plus imposé sur les listes électorales, comme c'était initialement prévu dans l'avant-projet de loi. S'agissant par ailleurs des assemblées locales (APC et APW), les taux réservés aux femmes varient entre 30 et 35%, selon l'importance de l'entité électorale à représenter. Comme pour la loi portant nouveau code électoral, mercredi, l'Assemblée a voté cette loi sur la représentation féminine grâce au vote bloqué du duo FLN-RND. Le troisième partenaire de l'Alliance présidentielle, le MSP, ayant maintenu son mot d'ordre d'abstention lors des séances de vote sur les lois pour les «réformes politiques». A signaler que l'APN a adopté, lors de la même séance de jeudi, la loi portant sur les cas d'incompatibilité de l'exercice des mandats parlementaires. Sans coup férir, celle-là.

K. A.

LA QUALIFIANT DE «DÉBRIS DU SYSTÈME»

Le RCD fustige l'APN

L'adoption des récentes lois proposées aux députés n'a pas du tout été du goût du groupe parlementaire du RCD qui le fait savoir à travers un communiqué.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - «Encore une fois, ce sont les mêmes «représentants» qui ont accepté de valider un coup d'Etat constitutionnel en novembre 2008 qui avaleront les projets de loi liberticides qui lui sont soumis», écrit le RCD qui ajoute que «les projets de lois sur le régime électoral, la représentation des femmes dans les assemblées, les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire et la loi de finances 2012 que digérera l'APN vérifieront le discrédit et le déphasage d'une institution aux antipodes des mutations et mouvements de libération des peuples que connaissent les pays voisins».

En ligne de mire du RCD, l'ensemble des textes au programme de la session en cours. «Les travaux de l'actuelle session viendront réaffirmer le rôle de béquille de l'exécutif dévolu à l'Assemblée par un pouvoir autiste qui préfère s'enfoncer dans la multiplication d'artifices et la concentration des pouvoirs aux dépens des aspirations légitimes du peuple algérien à la transpa-

rence, la séparation des pouvoirs et la décentralisation», écrit le RCD qui note que pour avoir «milité pour l'émancipation de la femme algérienne, dénonce cette énième manipulation du pouvoir qui feint de défendre la

parité tout en condamnant la femme algérienne par le code de la famille le plus archaïque de l'Afrique du Nord».

Même courroux au sujet du projet de loi sur les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire qui «instituera un autre artifice qui achèvera de disqualifier une Assemblée rongée par l'affairisme et le clientélisme,

alors que le projet de loi portant régime électoral soumis à débat viendra entériner un cafouillage pour perpétuer la fraude et la mainmise d'une administration et d'une justice aux ordres en l'absence d'une surveillance internationale massive et qualifiée des scrutins».

La loi de finances 2012 n'est pas en reste car «la logique ren-

tière domine la gestion de la richesse nationale et conforte la règle fondatrice du système algérien qui affecte l'essentiel des dépenses aux fonctions de pouvoir au détriment de la relance économique», conclut le RCD qui qualifie l'Assemblée nationale de «derniers débris d'un système condamné par l'Histoire».

N. I.

À LA VEILLE DE L'AÏD

Rush sur le pain

A la veille de l'Aïd, les Algérois ont pris d'assaut les boulangeries. Ils veulent faire le «plein» de peur de revivre les situations de pénurie.

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - Alger se vide de ses commerçants notamment de ses boulangers, à chaque fête religieuse. Les Algérois semblent ainsi vivre avec la hantise de la pénurie de pain pendant ces jours fériés. Pour y remédier, hier, à la veille des fêtes de l'Aïd El Kebir, les boulangeries ont été envahies. Béni Messous, El Biar, Belcourt, 1^{er}-Mai, des files d'at-

tente se sont formées devant les boulangeries. «J'ai décidé de prendre 20 baguettes dont une quantité sera mise au congélateur, et ce, par précaution», a déclaré une dame. «Le problème du pain est récurrent et aucune solution ne se profile à l'horizon. Les boulangeries restent fermées non seulement pendant la journée de l'Aïd, mais pendant toute la semaine. Il n'existe ni sanction ni organisation», a déclaré un consommateur, en colère. Et d'ajouter : «Les employés rentrent chez eux passer l'Aïd auprès de leurs familles et personne n'assure les permanences». De leur côté, les bou-

langers affirment qu'ils assureront les permanences pendant la journée de demain. «Nous n'allons pas fermer ni durant la journée de demain ni le reste de la semaine», rassurent les boulangers. Des promesses qu'ils réitérent, cependant, à chaque fête, sans vraiment les tenir.

Pendant, l'Aïd El Fitr dernier, les appels de sensibilisation du ministère du Commerce et de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) à l'adresse des commerçants pour assurer la continuité de service n'ont pas dissuadé les boulangers de suspendre leur activités. Certains magasins

ont ouvert une semaine après. L'UGCAA interpelle, à chaque fois, les pouvoirs publics pour instaurer une réglementation sur les jours fériés pour les commerces.

En attendant, pour pallier à cette situation, l'Union nationale des boulangers, en partenariat avec le ministère du Commerce, a procédé à l'installation de commissions mixtes de régulation du calendrier de permanence des commerçants. Toutefois, en l'absence d'une loi, les commerçants ne sont visiblement pas prêts d'assurer la continuité du service pendant les jours fériés.

S. A.